

## Billet d'humeur du Secrétaire Général

### Stop au diktat des marchés : notre santé est en jeu !

Avec la crise du lait infantile chez Lactalis, les enjeux alimentaires et sanitaires sont une fois de plus au cœur d'un choix de société politique, économique et social.

Les ingrédients de la crise sont multiples :

- Une entreprise d'un autre temps, aux conceptions paternalistes, où le culte du silence et du secret prévaut depuis des décennies, avec à sa tête un PDG à poigne, d'une voracité redoutable. Les agriculteurs en savent quelque chose.
- Un marché économique faussé par les prix qui éradique la paysannerie.
- La volonté de limiter les lots contaminés au nom de cette foutue rentabilité et au mépris de la santé des consommateurs.
- La grande distribution qui n'hésite pas à nous fourguer de la malbouffe pour cause de course folle au prix toujours plus bas.

C'était bien la peine d'avoir organisé, à grand renfort médiatique, pendant six mois les Etats Généraux de l'Alimentation pour en arriver à ce point dans le but d'assurer la sécurité sanitaire des consommateurs. Triste constat !

C'est un échec total du droit à l'alimentation pour tous les citoyens sans distinction de son origine sociale.

Seul compte, le profit des lobbys agro industriels et des grandes surfaces commerciales. Le consommateur ne compte pas. L'agriculteur n'est qu'un simple figurant.

Redisons le haut et fort. Les produits agricoles et alimentaires sont des biens vitaux. Ce ne sont pas des marchandises ordinaires. La PAC devrait également se préoccuper d'une politique alimentaire commune afin d'éviter les crises et les fraudes successives à grande échelle.

Mais ce n'est pas que cela.

Tout d'abord, je regrette que les Etats Généraux de l'Alimentation n'aient évoqué à aucun moment la question de l'autocontrôle. Il devait reposer sur la confiance des opérateurs. Cela signifie que chaque opérateur, qu'il s'agisse des producteurs, des transformateurs, des distributeurs, des commerçants et des restaurateurs, tous sans exception, ont l'impérative responsabilité de mettre en place des contrôles de la sécurité sanitaire et alimentaire fiables et transparents.

Dans le cadre de la discussion consacrée au programme Action Publique 2022 avec nos interlocuteurs ministériels et interministériels, je ne manquerai pas de soulever les dysfonctionnements de l'autocontrôle. La crise du lait infantile fait ressortir le fait que s'en remettre à l'auto régulation des professionnels est insuffisant. Seuls les services vétérinaires et de la CCRF sont les mieux placés pour appliquer la réglementation en vigueur.

Ensuite, l'école a son rôle à jouer dans l'éducation du goût que l'on doit enseigner à nos jeunes, futurs consommateurs. Il faut apprendre, réapprendre à consommer, à se nourrir autrement.

Alors, il appartient aux politiques de se fixer trois priorités :

- Priorité à la sécurité alimentaire et sanitaire en renforçant les contrôles exercés par les services vétérinaires et de la CCRF.
- Priorité à la préservation de notre patrimoine agricole de qualité.
- Priorité à l'enseignement alimentaire dans les programmes scolaires

Il y va de notre santé !

Philippe COSTA